

L'ARTICLE DU JOUR

Le Figaro 6/10/09

Fusions, alliances, disparitions... La révolution a commencé dans le paysage syndical

Chaque centrale est obligée de revoir son positionnement sur l'échiquier pour subsister. Ce qui entraînera, à terme, une recombinaison inédite et radicale de la représentativité.

MARC LANDRÉ

SOCIAL. Pour la sixième fois depuis le début de l'année, les Français sont appelés demain à se mobiliser contre la crise. Mais Force ouvrière a décidé de ne pas se joindre aux sept autres centrales, faisant se fissurer le front syndical qui prévalait jusqu'à présent. La radicalisation de FO a pour origine la recombinaison en cours de l'échiquier syndical qui oblige chaque centrale à revoir sa stratégie. Pour pouvoir négocier des accords avec le patronat - depuis la loi d'août 2008 qui fixe de nouveaux critères de représentativité -, toutes les centrales doivent désormais atteindre 10% des voix aux élections d'entreprise (8% dans les branches) sous peine de disparaître, y compris au niveau national. Cette révolution n'épargne personne, pas même la puissante CGT, qui a perdu la semaine dernière sa représentativité chez STX Cabins, une filiale des Chantiers de l'Atlantique. Autre exemple : FO, qui se croyait à l'abri, s'est fait sortir de la table des négociations à la SNCF et devrait connaître le même sort à la RATP, ce qui réduirait à néant sa capacité de blocage dans les transports à Paris et dans toute la France. Une perspective impensable pour tout grand syndicat qui se respecte. *Le Figaro* dresse une revue d'inventaire des stratégies et des défis des principales organisations françaises.



La CGT, mi-réformiste, mi-contestataire

La centrale de Bernard Thibault a décidé de jouer sur tous les tableaux. Elle cultive son côté contestataire en appelant à toutes les mobilisations sectorielles, se refuse à condamner les exactions qui surviennent dans les entreprises et garde un discours offensif contre le patronat. Mais d'un autre côté, elle montre tous les signaux d'un « syndicat responsable » qui participe à la

construction de solutions de sortie de crise, accepte toutes les sollicitations du chef de l'État et a acté dans ses pratiques le principe de la négociation, complémentaire à celui de la lutte. « Bernard Thibault veut représenter les pôles de la rupture et de la réforme », affirme Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail. *Il veut imposer la CGT comme un interlocuteur constructif aux yeux du gouvernement et du patronat tout en restant revendicatif.*

Le leader de la CGT s'est ainsi ostensiblement affiché fin août aux côtés de François Chérèque lors de l'université d'été de la CFDT. Cette « collusion » suscite quelques contestations parmi les gauchistes de la CGT qui accusent leur secrétaire général de « CFDTiser » leur syndicat et de passer plus de temps à l'Élysée que dans les entreprises en lutte.

Dans le même temps, Bernard Thibault opère un rapprochement utilitariste avec la FSU, d'obédience contestataire et bien implantée dans la fonction publique, notamment dans l'éducation, où la CGT est absente.

Autre ligne de force : la CGT cède les jeunes et les nouvelles formes de salariat, notamment dans le tertiaire et le commerce. Bernard Thibault évite désormais les discours à l'emporte-pièce pour ne pas effrayer de possibles nouveaux adhérents. Il y a urgence : 20% de ses troupes viennent de cinq entreprises à statut (EDF, La Poste, SNCF, RATP et Gaz de France) et la moitié de ses militants partiront en retraite d'ici à dix ans.



La CFDT se concentre sur le local

Déstabilisée par sa déconvenue aux élections prudeniales ou elle a notamment perdu sa première place dans l'encadrement, la CFDT a abandonné l'idée de constituer un grand pôle réformiste, faute d'avoir convaincu l'Unsa ou la CFTC de s'allier. Son objectif est désor-

mais de reconquérir des adhérents en renforçant son appareil militant dans les PME et les TPE. Passer des accords avec le patronat et le gouvernement pour réformer le Code du travail ou limiter les effets de la crise ne suffit pas. Il faut le faire savoir et vendre les avancées afin d'en tirer les bénéfices, notamment en valorisant le travail des sections syndicales dans les entreprises en difficulté, comme lors du « tour de France de la crise » effectué la semaine dernière par la direction confédérale, qui a sillonné les 22 régions et visité 150 entreprises en trois jours.

Son alliance de circonstance avec Bernard Thibault, au-delà de leurs divergences de fond, vise à ducifer l'image de la CFDT et se débarrasser de l'étiquette du syndicat consensuel qui signe tous les accords. La présence de la CFDT dans l'intersyndicale depuis le début de l'année et sa participation à toutes les mobilisations unitaires - alors que les manifestations sont loin d'être sa tasse de thé - participent de cette stratégie de pseudo-radicalisation.



FO engluée dans l'opposition systématique

Jean-Claude Mailly fut à l'origine fin 2008 de la création de l'intersyndicale pour apporter une réponse coordonnée face au gouvernement et au patronat. Depuis, il n'a cessé de s'en échapper, las des appels à manifester à répétition qui conduisent nulle part. D'où sa stratégie de prendre le contre-pied de ce que prônent la CGT et la CFDT, et sa proposition répétée d'organiser une « grève carée de 24 heures ». Avec l'espoir de récupérer une partie des déçus du syndicalisme tel que l'incarnent Thibault et Chérèque. « Le problème de FO est qu'elle n'a pas su renouveler sa doctrine et propose toujours les mêmes solutions passées », décrypte un expert en relations sociales.

« Je n'ai pas l'impression de vendre mon âme au diable quand je vois Sarkozy »

BERNARD THIBAUT

« Notre but est de maintenir l'emploi, pas de négocier de grosses primes de licenciement »

FRANÇOIS CHÉREQUE

A

L'ARTICLE DU JOUR

Le Figaro 6/10/09

Fusions, alliances, disparitions... La révolution a commencé dans le paysage syndical

Chaque centrale est obligée de revoir son positionnement sur l'échiquier pour subsister. Ce qui entraînera, à terme, une recomposition inédite et radicale de la représentativité.

Suite

Autre handicap, la centrale de Jean-Claude Mailly est toujours traversée par une multitude de courants et pensées dont il est difficile de faire la synthèse. La prééminence d'un groupe trotskiste, minoritaire en pourcentage, mais très influent, complique la mutation de la centrale. Pour s'en sortir, FO discute avec les autres organisations mises en difficulté par la réforme de la représentativité et passe des alliances sur le terrain. Chez SKF, entreprise qui fabrique des roulements à billes près de Tours, elle présente ainsi aux élections des listes communes avec la CFE-CGC...

avec l'Unsa ou la CFTC. Mais une frange importante de ses militants, emmenée par les fédérations de la métallurgie - dont il est issu - et de la chimie, entendent rester catégoriels. « Il n'y a plus de pilote dans la maison CGC », confirme un connaisseur des questions syndicales. L'issue dépendra du courant qui l'emportera. Réponse le 15 octobre, jour où la fédération de la métallurgie doit choisir de présenter, ou non, BVC pour un second mandat. Les autres centrales espèrent que le syndicat des cadres implosera lors de son congrès en février 2010... afin d'en ramasser les miettes.



La CFTC face à son destin

La centrale chrétienne est celle qui souffre le plus, perdant sa représentativité dans nombre d'entreprises (notamment publiques) faute d'atteindre la barre fatidique des 10%. Elle est d'autant plus en difficulté qu'elle a longtemps refusé toutes les avances d'union, certaine que sa spécificité chrétienne suffirait à la sauver. « La CFTC se démantèle et voit ses syndicats quitter le navire, morceau par morceau, sans contrôle du commandant », constate le leader d'une centrale concurrente. « Les autres syndicats attendent son avis de décès pour se partager ses restes », admet Jean-Dominique Simonpoll, de l'association Dialogues. Conscientes du danger, les instances dirigeantes ont entamé de timides discussions avec FO, le plus laïc des syndicats.



La CFE-CGC au bord de l'implosion

La centrale des cadres subit une crise dont elle pourrait ne pas se relever. L'actuel président, Bernard Van Craeynest (BVC), veut transformer la CFE-CGC en syndicat généraliste pour passer le cap des 10% dans les entreprises et s'allier



L'Unsa continue sa lente progression

Après l'arrêt du processus de fusion avec la CFE-CGC, l'Unsa a changé de stratégie en cherchant à implanter des représentants de sections syndicales. Objectif : occuper le terrain dans l'attente des élections. « C'est plus facile pour nous que pour les centrales qui ont perdu leur représentativité parce qu'on a toujours dû démontrer notre activité pour avoir le droit de se présenter aux élections », commente Alain Olive, son secrétaire général, qui garde « la porte ouverte » pour une alliance avec une organisation de type réformiste.



Solidaires joue la carte de la radicalisation

Chez SUD, peu de changement. Le mouvement le plus radical prône toujours la « coordination de toutes les luttes ». Et appelle à « la grève générale » pour obtenir par la force « les mesures à la hauteur de la crise ». Sa présence dans l'intersyndicale donne à l'alliance Solidaires une visibilité inespérée dont elle espère tirer profit en séduisant les non-syndiqués radicaux et les déçus de la stratégie d'ouverture de la CGT. ■

SONDAGE

Les Français sceptiques sur l'efficacité de la journée d'action

La Tribune 7/10

Selon le baromètre BVA-Avanquest-« La Tribune »-BFM, les Français sont à la fois **PESSIMISTES SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET CRITIQUES VIS-À-VIS DE L'ACTION SYNDICALE**.

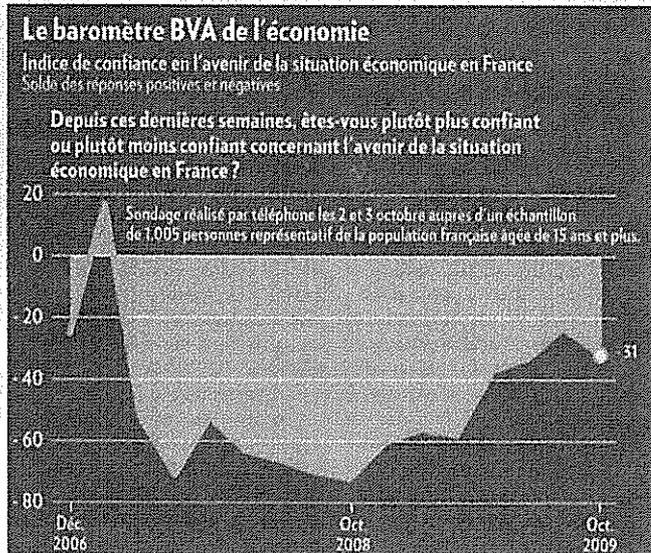
PAR AGNÈS LAURENT

Après s'être nettement amélioré en septembre, le moral des Français est à nouveau morose à l'aube de l'automne. Selon le baromètre BVA-Avanquest pour « La Tribune » et BFM (*), 62 % d'entre eux se disent « moins confiants » dans l'avenir de la situation économique de la France qu'au cours des derniers mois, alors que ce taux était descendu à 57 % lors de la précédente vague début septembre. A contrario, seuls 31 % d'entre eux se disent « plutôt confiants », contre 34 % à la rentrée. « La situation est préoccupante. Et risque de se dé-

grader encore fortement dans les mois à venir. Il y a une énorme déception née du hiatus entre une situation économique et boursière présentée comme encourageante et une réalité sociale vécue comme toujours dramatique », souligne Gaël Sliman, directeur général adjoint de BVA.

■ UN JUGEMENT DÉSABUSÉ

Un pessimisme qui amène une majorité de Français à soutenir largement la journée d'action organisée aujourd'hui par sept syndicats (CGT, CFDT, FO, Unsa, FSU, CFE-CGC, Solidaires). 70 % des sondés trouvent « justifié » ce mouvement calé sur la journée mondiale en faveur du travail décent. Un taux proche de celui observé depuis le début de la crise et les grandes manifestations lancées à l'initiative de l'intersyndicale. Reste que ce soutien apparaît quelque peu désabusé. Seuls 49 % des sondés jugent que cette journée d'action constitue le meilleur moyen de se faire entendre, contre 46 % qui jugent que les mouvements de ce genre ne servent à rien. « Dans cette dernière catégorie, il y a à la fois des gens - les sympathisants de droite notamment - qui estiment que ces journées sont inutiles, et ceux, plus ra-



dicaux, qui pensent qu'il faut être plus dur », nuance Gaël Sliman.

Conscientes des attentes des Français à leur égard, les organisations membres de l'intersyndicale peinent cependant à élaborer des modes d'action alternatifs. Aujourd'hui, seuls sont prévus des rassemblements locaux, comme à Paris devant le siège du Medef. Lundi prochain, les sept membres de l'intersyndicale - après la défection de FO - se retrouveront pour affiner leurs revendic-

ations. Avec, comme objectif, de maintenir un cadre unitaire à long terme. « On ne peut pas inventer les mobilisations, mais on ne sait pas ce que sera la situation de l'emploi dans deux mois ou celle des retraites dans quatre mois... », anticipe l'un des participants. ■

(* Sondage réalisé les 2 et 3 octobre auprès d'un échantillon de 1.005 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

L'ARTICLE DU JOUR

FINANCES
PUBLIQUES

Le taux de prélèvements obligatoires doit revenir à son niveau de 1981 cette année, principalement du fait de la chute des recettes fiscales. Mais la part de la fiscalité locale progresse de façon continue. En cause : la hausse des taux et les transferts de compétence.

La pression fiscale au plus bas depuis trente ans en dépit de la flambée des impôts locaux

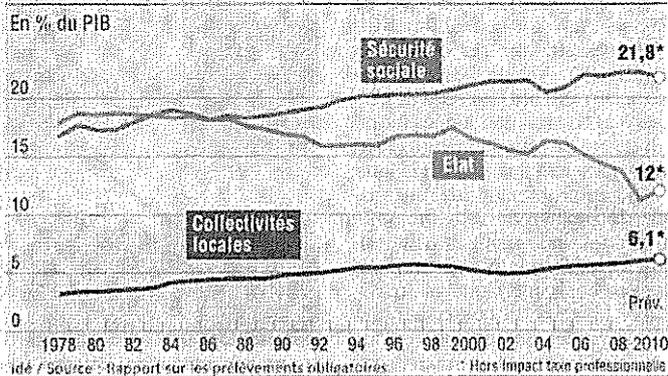
Les échos 7/10

La crise fait plonger les recettes fiscales au point de nous ramener trente ans en arrière : le taux de prélèvements obligatoires devrait chuter à 40,7 % de PIB cette année et en 2010, un niveau inconnu depuis 1981. Le taux de PO avait atteint un pic à 44,9 % en 1999 et s'élevait encore à 43,9 % de PIB en 2006. Il avait commencé de redresser à 42,8 % en 2008. Selon des rapports budgétaires publiés hier par le gouvernement, la récession explique à elle seule 1,3 point de baisse (impôt sur les sociétés, TVA) cette année, les baisses d'impôt du plan de relance représentant également 0,8 point de PIB (14,5 milliards d'euros). En 2010, le taux de prélèvements obligatoires devrait se stabiliser, car la fin de certaines mesures de relance sera compensée par la suppression de la taxe professionnelle. Cette faiblesse de la pression fiscale globale masque des évolutions contrastées, qui expliquent pourquoi les contribuables n'ont pas forcément un ressenti positif.

Financer les investissements

Ainsi, les prélèvements obligatoires des collectivités locales continuent-ils de progresser chaque année. De 5,7 % de PIB en 2007, ils sont passés à 5,8 % en 2008 et devraient atteindre 6 % cette année, à 115,6 milliards d'euros. Cela représentera, en proportion, plus de la moitié des prélèvements en faveur de l'Etat (anormalement bas cette année, il est vrai, en raison de la crise), anticipés à 216 milliards (11,2 % de PIB). « L'évolution spontanée des prélèvements obligatoires des col-

Les taux de prélèvements obligatoires



lectivités locales aurait dû conduire à une stabilité de leur taux de PO en 2009 », écrit le gouvernement, la chute des droits de mutation étant compensée par le dynamisme des bases des impôts locaux. « L'augmentation des taux votés par les collectivités expliquerait 0,1 point de la hausse de leur taux de prélèvements obligatoires », ajoute l'exécutif, en soulignant que l'année 2009 « devrait se caractériser par un rebond sensible de la pression fiscale (+ 3,4 %) ». Le gouvernement pointe du doigt les hausses parfois très importantes (taxes foncières, taxe d'habitation) votées cette année. Il admet néanmoins que le taux de prélèvements des collectivités locales augmentera aussi de 0,1 point de PIB en 2009 en raison d'un nouveau transfert de fiscalité de l'Etat (0,9 milliard de TIPP) « pour financer la poursuite des transferts de compétence vers les collectivités ». Un phénomène déjà observé en 2008.

En 2010, Bercy estime que le taux de PO des collectivités devrait encore grimper de 0,2 point de PIB (en neutralisant les effets de périmètre liés à la taxe professionnelle), « du fait principalement de la hausse des taux » même si un surcroît de 400 millions de TIPP est de nouveau attendu. Outre les transferts de compétence, les administrations locales accroissent fortement leurs dépenses cette année pour financer les investissements du plan de relance et certaines dépenses sociales. Leur masse salariale continue aussi de galoper « de l'ordre de 4,5 % hors transfert des personnels TOS (techniciens et ouvriers de service de l'Education nationale) ». En 2010, elle progresserait encore de 4 % à champ constant.

ETIENNE LEFEBVRE